



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaines du 22 au 28 avril 2022

Résumé :

- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- L'investissement public continue de baisser en 2021 et tombe à 2,05% du PIB.
- La part des foyers classés comme « pauvres » ou « extrêmement pauvres » serait en léger recul en 2022 (50,7%), mais toujours supérieure à celle d'il y a 10 ans.
- Les conséquences de la pandémie sur le marché du travail ont particulièrement affecté les femmes.
- Evolution des marchés du 22 au 28 avril 2022.
- Graphique de la semaine : l'investissement public a chuté à un niveau historiquement bas.

LE CHIFFRE À RETENIR

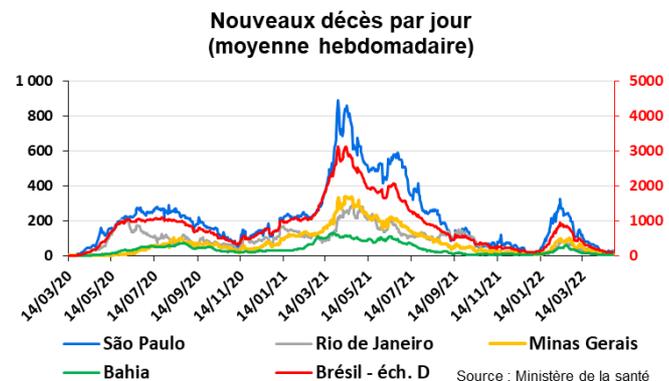
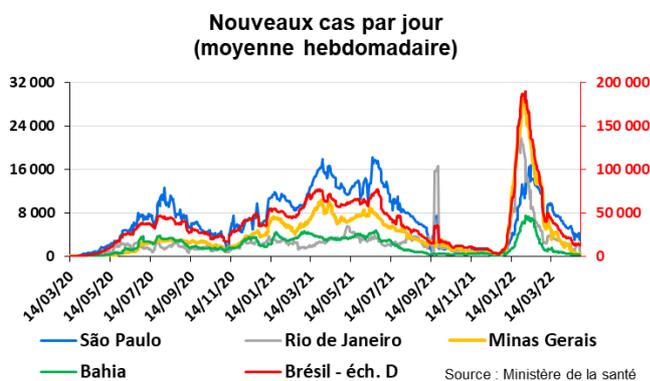
61%

(72 SUR 119)

C'est la part des accords de revalorisation salariale conclus en 2022 qui ont été d'un niveau plus faible que l'inflation (contre 9% en 2018).

15% des accords ont résulté en une progression du même niveau que la croissance des prix, et 24% ont abouti à une hausse du salaire réel (revalorisation supérieure à l'inflation).

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 13 835 nouveaux cas de Covid-19 et 98 décès par jour (contre 14 317 et 100 la semaine précédente). Au 27 avril, le Brésil compte au total 30,4 M cas de contaminations et 663 165 décès depuis le début de la pandémie.

L'investissement public continue de baisser en 2021 et tombe à 2,05% du PIB.

La Fondation Getulio Vargas a calculé l'évolution de l'investissement public en 2021. Sur la base de données du Secrétariat national du Trésor (STN), l'Observatoire de la politique fiscale rattachée à la fondation constate une **poursuite de la tendance baissière**.

En totalisant les dépenses d'investissement du gouvernement fédéral, des États, des municipalités et des entreprises publiques, **l'investissement public a atteint 2,05% du PIB en 2021**, en recul par rapport à 2020 où ce taux était de 2,68%. Après le creux de 2017 (1,94% du PIB), c'est le **deuxième taux le plus bas de la série historique initiée en 1947** (cf. graphique de la semaine).

Ce sont les investissements des entreprises publiques qui ont le plus contribué à cette baisse. Ceux-ci ont atteint **0,66% du PIB** (après 1,14% en 2020), soit la valeur la plus basse enregistrée depuis 1956. Cet effondrement est **causé par les faibles investissements de Petrobras** : la compagnie pétrolière publique n'a concrétisé que 38% de ses investissements prévus en 2021, malgré la forte rentabilité enregistrée cette année-là.

Au niveau du gouvernement fédéral, les investissements chutent une nouvelle fois, atteignant 0,26% du PIB (contre 0,33% en 2020), taux le plus bas depuis 2004. **Cette baisse s'explique par les difficultés budgétaires rencontrées par le gouvernement**, notamment du fait **des contraintes imposées par la loi de plafonnement des dépenses** (dite *teto dos gastos*). Cette règle limite la hausse de la plupart des dépenses primaires au niveau d'inflation de l'année précédente, ce qui contracte l'investissement dans un contexte de progression des dépenses obligatoires (consacrées notamment à la rémunération des fonctionnaires et à la prévoyance sociale)¹.

Les municipalités ont également contracté leurs investissements, qui ont représenté **0,55% du PIB** en 2021 (contre 0,81% en 2020).

Les gouvernements des États ont par contre augmenté leurs investissements grâce à un bon niveau de trésorerie **permis par la progression des impôts collectés**. Le taux d'investissement des États a atteint **0,58% du PIB** en 2021 (contre 0,40% en 2020). Il s'agit du taux le plus élevé depuis 2014 (0,99% du PIB).

Malgré cette baisse de l'investissement public, les données de l'IBGE sur **le niveau total d'investissement (la formation brute de capital fixe) montrent une progression en 2021 pour atteindre 19,2% du PIB** (contre 16,6% en 2020). **Les investissements du secteur privé ont en effet nettement rebondi**, atteignant **17,1% du PIB** (contre 13,9% en 2020).

Toutefois, **la part totale des investissements reste loin du niveau de 2013** (20,9% du PIB). Même en incluant les bons chiffres du début des années 2010 avant la crise survenue en 2014, la moyenne sur la période 2011-2020 n'est que de 17,7%, soit la pire décennie depuis les années 1970.

Ce manque de dynamisme de l'investissement est particulièrement problématique pour le Brésil car les différentes composantes de la formation brute de capital fixe (infrastructures, machines, R&D, etc.) sont **indispensables pour faire progresser le rythme de croissance potentielle**. Celui-ci est structurellement bas, aux alentours de 2% d'après l'OCDE.

La part des foyers classés comme « pauvres » ou « extrêmement pauvres » serait en léger recul en 2022 (50,7%), mais toujours supérieure à celle d'il y a 10 ans.

Selon une étude du cabinet de conseil Tendências Consultoria, **la part des ménages appartenant aux classes D (pauvre) et E (extrêmement pauvre) atteindrait 50,7% en 2022**. Selon la définition retenue ici, la catégorie D/E regroupe les foyers ayant

¹ Cf. [Brèves de la semaine précédente](#)

un **revenu mensuel inférieur à 2 900 BRL² (550 EUR)**.

Même si elle **représenterait toujours plus de la moitié des foyers**, la part des ménages appartenant à cette classe serait **en légère diminution par rapport à 2021 (51,3%)**. L'amélioration par rapport à l'année passée s'expliquerait notamment par la dynamique de récupération du marché du travail et par les transferts sociaux comme *Auxílio Brasil*.

Les revenus de la classe D/E dépendent en effet fortement des programmes de transferts sociaux. L'étude de Tendências estime à **47% la part de ses ressources provenant du travail**, le reste étant complété par la Sécurité sociale (39%) et les programmes *Auxílio Brasil* et *Benefício de Prestação Continuada* (12%). A titre de comparaison avec les classes plus favorisées, **les revenus du travail représentent 91% des ressources de la classe C**, alors que **dans la classe A cette part n'est que de 25%** (le reste provenant des revenus du capital).

Malgré cette très légère réduction de la pauvreté en 2021, **la part de la classe D/E devrait rester supérieure à la proportion de 2012 (48,7%)**. Cet écart reflète la **persistance des effets de la crise de 2015 et 2016**.

Plus récemment, la **crise provoquée par la pandémie a particulièrement touché la classe D/E, notamment sur le chômage de longue durée**. Entre 2015 et 2021, le nombre de personnes sans emploi depuis plus de deux ans dans cette catégorie a augmenté de +173%, beaucoup plus que la croissance dans les classes C (+86%), B (+53%) et A (+37%).

Selon les projections à long terme du cabinet de conseil, **le ratio des ménages classés D/E observé en 2014 (47% du total, soit le plus bas de la série historique commencée en 1999) devrait être atteint de nouveau seulement à partir de 2028**.

Les conséquences de la pandémie sur le marché du travail ont particulièrement affecté les femmes.

Un rapport du Département Intersyndical de statistiques et d'études socioéconomiques (DIEESE) souligne que **les conséquences de la pandémie sur le marché du travail sont plus marquées chez les femmes**.

Les données utilisées provenant de l'enquête PNADC (*Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios Contínua*) de l'IBGE permettent en effet de dégager un **plus fort impact négatif pour les femmes, qui occupent déjà historiquement des positions plus vulnérables sur le marché du travail**.

Ce mouvement est premièrement **visible par le taux de chômage**. Celui des femmes a **augmenté entre fin 2019 et fin 2021, (de 13,4% à 13,9%) alors qu'il s'est légèrement réduit (de 9,2% à 9,0%) chez les hommes**.

On observe la **même tendance pour le taux de sous-emploi**. La proportion des femmes occupées travaillant un nombre d'heures insuffisant a progressé entre fin 2019 et fin 2021 (8,9% à 10,0%) alors qu'elle est stable chez les hommes (5,9% à 6,0%).

Le taux de participation des femmes au marché du travail permet aussi de mesurer les plus fortes difficultés rencontrées par les femmes face à la pandémie. Cet indicateur, qui mesure la part des personnes en âge de travailler qui occupent ou cherchent un emploi, s'est dégradé durant la pandémie sous l'effet d'un découragement des chômeurs. Au 4^{ème} trimestre 2021, celui-ci s'est établi à 53,1% pour les femmes alors qu'il atteignait 54,3% au 4^{ème} trimestre 2019. **La réduction chez les femmes (-2,2 p.p) est plus importante que celle observée chez les hommes (-0,9 p.p)**, où le taux de participation est passé de 73,4% en 2019 à 72,7%, en 2021. A noter que la différence était encore plus marquée durant les trimestres précédents, mais ces

² Aux prix de novembre 2021. Le montant tient compte des ressources disponibles pour l'ensemble de la famille.

inégalités se sont légèrement réduites grâce à la tendance de récupération du marché du travail.

Sur la question des inégalités de revenus, l'écart entre hommes et femmes est resté relativement stable entre 2019 et 2021, c'est-à-dire à un niveau encore très haut : le revenu moyen des femmes était de 2 078 BRL au 3^{ème} trimestre 2021, soit 80% de celui des hommes (2 599 BRL). Les femmes ont reçu un salaire horaire moyen de 13,89 BRL et les hommes de 15,25 BRL. **Ces inégalités persistent en dépit d'un niveau d'études des femmes plus élevé** : environ 10,4% des femmes occupées ont terminé leurs études supérieures, contre 9% chez les hommes.

On peut compléter ce constat des inégalités hommes-femmes par une **analyse des différences observées en fonction de la catégorie raciale** dans laquelle se classent les répondants de l'enquête de l'IBGE. Les **fortes inégalités raciales s'illustrent par la rémunération horaire moyenne** au 3^{ème} trimestre 2021 qui était de 10,83 BRL pour les femmes noires³, c'est-à-dire plus proche de celle des hommes noirs (11,67 BRL) que de celles des femmes non-noires (17,13 BRL) et des hommes non-noirs (19,73 BRL). Concernant le taux de chômage, la différence entre les femmes noires (18,9%) et non-noires (12,5%) est également très forte.

Evolution des marchés du 22 au 28 avril 2022.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-4,6%	+4,0%	109 132
Risque-pays (EMBI+ Br)	+14pt	-29pt	297
Taux de change R\$/USD	+8,7%	-11,6%	5,02
Taux de change R\$/€	+5,8%	-17,6%	5,28

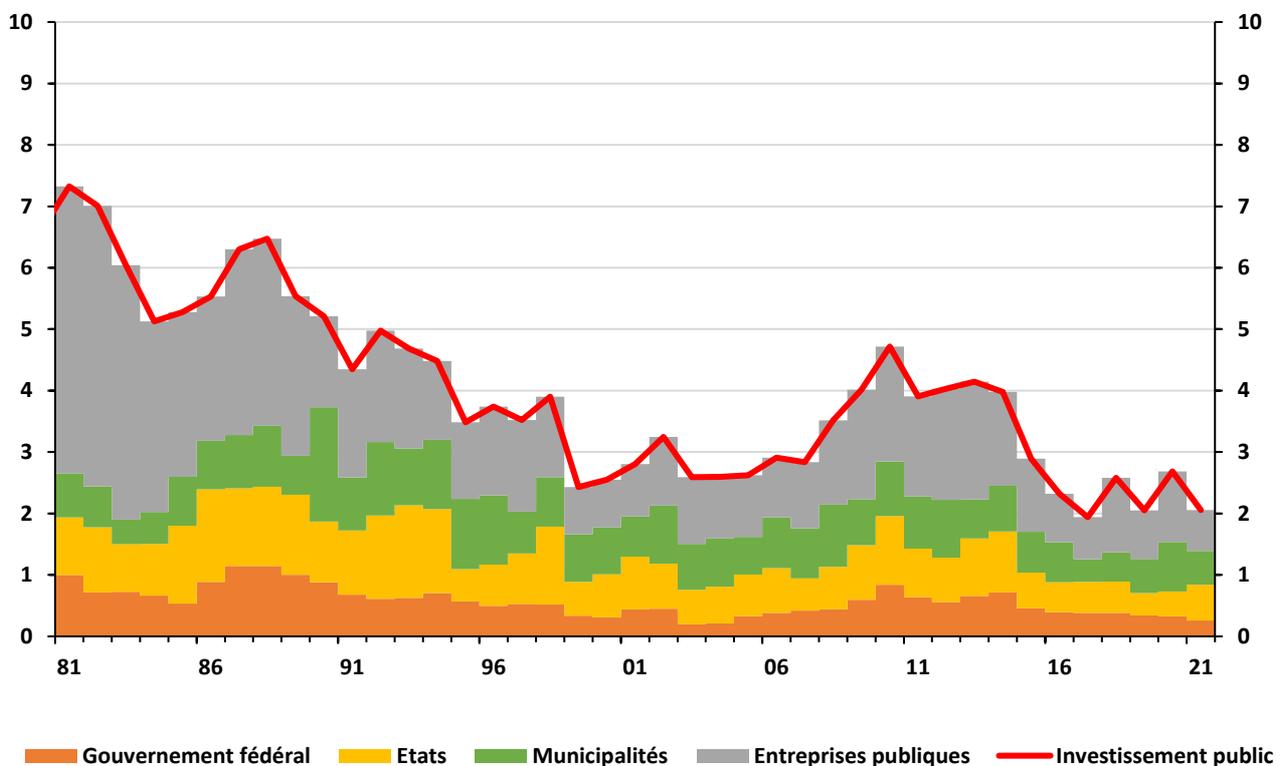
* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

³ La catégorie *Negro* est ici entendue en incluant les personnes se considérant comme *Preto* et *Pardo*, en opposition à la catégorie *Não-Negro*, qui regroupe les

personnes s'identifiant comme *Branco*, *Amarelo* et *Indígena*.

Graphique de la semaine : l'investissement public a chuté à un niveau historiquement bas.

Investissement public brésilien (% PIB) 1981-2021



Source : Secretaria do Tesouro Nacional (STN), Observatório de Política Fiscal de la Fondation Getulio Vargas (FGV), SER Brasilia

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Sébastien Andrieux, chef du Service économique régional de Brasilia
Rédacteurs : Vincent Le Régent, Julio Ramos-Tallada
Pour s'abonner : vincent.leregent@dgtresor.gouv.fr
Crédit photo : ©marchello74